

Méthodologie

La démarche et les terrains d'étude

L'étude¹ repose sur l'hypothèse que les aspirations et les pratiques de formation des éleveurs sont étroitement liées au contexte professionnel et territorial dans lequel elles s'inscrivent. Elle a été menée sur le département de la Creuse et la région du Charolais en Saône-et-Loire, à partir d'une série d'entretiens collectifs ou individuels auprès d'éleveurs, de professionnels (responsables et agents du développement, de la filière, des syndicats), de dispensateurs de formation et d'élus locaux. Sur les 30 entretiens individuels approfondis, la priorité a été donnée aux éleveurs spécialisés « naisseurs » et « naisseurs engraisseurs ».

¹ Conduite par le cabinet Contrechamp



Une étude sur les besoins en formation des producteurs de viande bovine

« **L**es producteurs de viande bovine ont connu de grandes difficultés ces dernières années mais peu se sont tournés vers la formation pour tenter d'y trouver des solutions. L'offre était rare et pas toujours adaptée. Le Conseil de gestion de VIVEA a donc décidé de débloquer une enveloppe exceptionnelle afin d'inciter les dispensateurs à proposer des formations répondant aux besoins de ce public et de l'aider à sortir de la crise. Un groupe de travail a été mis en place sous ma responsabilité et a

souhaité aller à l'écoute des éleveurs afin de mieux connaître leurs besoins. Nous avons fait réaliser une étude dont les apports nous ont permis de rédiger le cahier des charges d'un appel à propositions. Ce supplément de la Lettre des comités présente les principaux résultats de cette étude conduite au printemps 2003, ainsi que les axes de l'appel à propositions qui en résultent. »

Gilbert Limandas,
responsable du groupe de travail, membre du conseil de gestion de VIVEA

sommaire

Page 1

> Présentation méthodologique de l'étude

Page 1-2

> Analyse des éleveurs : Pratiques et besoins des éleveurs

Page 3

> Analyse de l'environnement : Le point de vue de l'environnement professionnel

Page 4

> Interview de Jean-Baptiste Chémery et de Valérie Binder
> Appel à propositions

Analyse des éleveurs

Pratiques et besoins des éleveurs

Les entretiens avec les éleveurs des deux territoires ont permis d'aborder à la fois le rapport des différents publics à la formation et de sonder leurs besoins dans ce domaine.

La formation : un « objet » mal identifié

Se confondant avec l'échange d'informations à caractère professionnel, la formation n'est

pas identifiée comme une dimension déterminante du métier d'éleveur. En effet, les éleveurs fondent la maîtrise de leur métier essentiellement sur l'expérience, l'héritage, le resenti, échappant à des modèles d'apprentissage classique. De plus, l'incertitude dans laquelle ils évoluent actuellement ne les incite pas à entrer dans des démarches de réflexion

stratégique, telles que la formation peut en proposer.

Le changement : un fait subi

Si, dans la plupart des professions, souplesse et adaptabilité sont des qualités mises en avant, il n'en est pas de même pour le métier d'éleveur. En effet, pour les personnes interrogées, un éleveur doit surtout être capable

suite page 2 ▶



Paroles d'éleveur

Un métier qui ne s'apprend pas

« On naît éleveur, c'est là, on a ce sixième sens. »

« Voyez bien dans ce métier, il n'y a que des fils d'éleveurs. (...) Je ne sais pas comment vous dire, ça ne s'apprend pas comme un métier classique. »

Des incertitudes

« Dans la viande, les créneaux sont incertains, aujourd'hui en faisant de l'engraissement j'ai une baisse de revenus, s'il y a un débouché, je reviendrai au maigre. »

« C'est un travail de longue haleine et je peux vous dire que ceux qui sont tentés de suivre le sens du vent, ils ne vont pas loin. Il vaut mieux s'en tenir à ce que l'on fait pour tenir le coup. »

Peu de temps libre pour la formation

« J'aime sortir de temps en temps et la formation m'en donne l'occasion. J'ai suivi une formation CTE diversification car on a monté un élevage de moutons, pour permettre à mon beau-frère de s'installer. Je serais même intéressée par une formation sur la conduite des pâturages, mais malheureusement, c'est mon mari qui s'occupe de cela et lui, il ne sort pas. »

« Quand on commence sur une exploitation, on n'a pas le temps, j'ai agrandi, je règle l'organisation de mon travail pour me dégager du temps mais je le consacre avant tout à mes enfants. »

suite page 3 ►

► suite de la page 1

de tenir le cap face aux évolutions que lui impose l'extérieur. L'élevage, inscrit sur le long terme, réclame surtout constance et régularité dans ses pratiques. En outre, l'attachement à l'exploitation et l'astreinte quotidienne que représente l'élevage renforcent cette recherche de stabilité et peuvent favoriser un certain isolement. Le changement est vécu comme un risque dont l'éleveur doit minimiser l'impact sur son activité.

Il est également apparu que les éleveurs des deux territoires spécialisés dans l'élevage de bovins viande avaient peu d'occasions de se confronter à des situations professionnelles différentes.

Cependant, les pratiques et les systèmes de production des éleveurs évoluent régulièrement, essentiellement dans une logique d'adaptation aux contraintes économiques et réglementaires, mais n'intègrent que rarement une réflexion tactique ou stratégique explicite. Les éleveurs ont le sentiment d'évoluer dans le cadre d'un « couloir de contention ».

Une demande de formation quasi inexistante...

De cette situation découle une quasi-absence de demande spontanée en matière de formation. Ce sont les stages pratiques, techniques ou ceux liés aux évolutions réglementaires qui mobilisent le plus souvent les éleveurs, en petit nombre cependant. Ils offrent des réponses ponctuelles à certaines questions précises mais ne favorisent pas ou peu l'ouverture sur l'extérieur.

Concernant la demande de formation, il existe des différences selon les publics. Ainsi, les femmes

montrent plus d'intérêt pour suivre des formations, à la fois pour « sortir de l'exploitation » et mieux gérer les tâches administratives qui, le plus souvent, leur reviennent. Les agriculteurs associés ou ayant un salarié semblent aussi plus disponibles. A l'inverse, les jeunes sont peu demandeurs, par manque de temps ou d'intérêt pour une offre de formation trop générale. Il semble qu'il existe aussi des périodes plus favorables pour initier une réflexion que la formation peut accompagner, telles que l'installation, la retraite des aînés, le retour du conjoint sur l'exploitation ou l'intégration d'un salarié.

Les besoins des éleveurs : mieux connaître la filière

Si la crise de l'ESB a été difficile à dépasser, les éleveurs ont globalement affronté la situation. Par contre, elle n'a fait qu'amplifier le constat d'impuissance des éleveurs par rapport au marché. La plupart d'entre eux sont aujourd'hui revenus à leur situation de production antérieure.



En revanche, ceux qui ont opté pour le développement d'une activité « engraissement » ou pour une diversification de leur activité sont davantage demandeurs d'accompagnement collectif,

auquel les dispensateurs de formation ne savent pas toujours répondre. Ainsi, ils émettent le souhait de rencontrer des professionnels de l'aval afin de mieux connaître les circuits et opportunités de valorisation de leurs animaux.

Retrouver autonomie et reconnaissance professionnelle

Contrairement à la crise, les aides de la PAC influent fortement sur la manière dont l'éleveur pense et pratique son métier. Le lourd travail administratif à effectuer au quotidien mais aussi la peur du contrôle et de l'erreur involontaire sont mal vécus par les éleveurs. A cela s'ajoute pour certains, un sentiment de dévalorisation puisque l'attribution des aides ne prend pas en compte les efforts en matière de qualité. Les aides à la surface et les critères de chargement favorisent une extension des exploitations, sans réelle réflexion sur ses conséquences en termes d'économie, de travail et de concurrence entre éleveurs voisins.

Enfin, les aides, difficiles à expliquer et à justifier à des non-agriculteurs, tendent à isoler les éleveurs du reste de la société qui souffrent de passer pour des « assistés ». Ainsi les aides de la PAC conduisent les éleveurs à se sentir dépossédés de leur autonomie par rapport à leur activité et tendent à détériorer leur propre identité professionnelle. Le CTE, qui a rarement donné lieu à des démarches de projet et dont le caractère contractuel n'a pas été valorisé, n'est pas parvenu à inverser cette tendance. ■

Le point de vue de l'environnement professionnel

Les responsables professionnels et les techniciens estiment que l'âge d'or de la formation renvoie aux formations techniques promues dans les années 70 et 80 en réponse à la modernisation du secteur. Ils s'interrogent aujourd'hui sur le renouvellement de leur offre de formation.

Une difficulté à cerner les besoins des éleveurs...

La maîtrise technique n'apparaît plus comme étant la clef de gains économiques évidents. De plus, ce terrain a été abandonné progressivement par les organismes de développement, pour revenir aux acteurs économiques. Ces derniers privilégient généralement une approche individualisée du conseil technique.

Certains acteurs ont souligné le déficit d'ingénierie qui a fortement discrédité la valeur des actions de formation auprès des éleveurs. En effet, trop souvent les formations ont été conçues comme du conseil collectif et non comme des actions permettant de prendre du recul pour réaliser des choix raisonnés. Ainsi, les acteurs professionnels déplorent le manque de méthodologie pour passer d'une écoute des besoins à la construction d'actions de formation pertinentes.

Enfin, le champ de la qualité et de la certification qui pourrait conduire à des actions de



formation stratégique est peu exploitée. Là encore, la prééminence des organismes économiques explique que les approches sur ce thème sont rarement collectives. Ajoutons à cela que les éleveurs ont du mal à repérer les réels bénéfices de ce type de démarches et ne formulent pas de demandes dans ce sens.

... et à dégager et cibler des priorités

Les éleveurs ne sont pas les seuls à manquer de repères vis-à-vis des pistes porteuses pour l'avenir. Certains responsables évoquent la difficulté de dégager des priorités claires face à une complexité croissante des marchés et au poids des politiques d'aides dans le secteur. Ainsi a été soulevé le risque de ne former qu'à l'obtention des aides et à l'adaptation aux réglementations en dehors de tout projet global des organisations.

Un discours professionnel pessimiste et une réalité pourtant moins sombre n'ont pas favorisé la prise en compte des demandes d'appui des éleveurs. De plus, les responsables professionnels voient en la formation un moyen de maintenir une cohésion du milieu et privilégient donc une offre globale, qui ne permet pas toujours de cibler des besoins spécifiques.

Le problème de l'isolement sur l'exploitation – déjà évoqué par les éleveurs – se pose aussi, les éleveurs étant de plus en plus souvent seuls à en assurer la conduite au quotidien. Cette contrainte tend à réduire les rencontres formelles et informelles, propices aux échanges, et qui constituaient un terreau pour l'offre de formation. Ce manque de disponibilité est sans doute plus marqué chez les jeunes qui sont également soucieux de conserver du temps libre. ■

Pour en savoir plus :

→ Si vous êtes intéressé par cet appel à propositions, contactez votre délégation VIVEA.

N° Azur 0 810 12 13 13
PRIX D'APPEL LOCAL

→ Si vous êtes intéressé par l'étude complète, contactez le service communication de VIVEA. 01 56 33 29 01 ou c.ghiringhelli@vivea.fr

Paroles d'éleveur

► suite de la page 2

« L'engraissement ça s'appuie à la fois sur de vrais choix et de vraies compétences. Ça ne s'improvise pas, surtout si cela fait des années que l'on fait du broutard. Si on veut que cela se développe, c'est sûr qu'il faut penser à la formation, ne serait-ce que pour aider les gens à choisir, suivant leurs goûts et leurs compétences. »

Le besoin de se repérer

« Les exigences de l'aval, moi je les comprends. Ce qui est plus délicat c'est les précisions administratives. Ça devient fou. On ne voit pas l'intérêt. »

« Avec les aides vous faites bien ou mal, c'est le même tarif (...) »

« On ne se parle plus entre agriculteurs, d'abord parce que les exploitations sont de plus en plus grandes et puis on est tous concurrents pour la terre. »

« Les gens ne comprennent plus grand chose à notre métier. Ce n'est pas facile de leur expliquer, surtout pour les aides. »

Les études VIVEA

- Directrice de la publication : Maryanick Méhaignerie
- Directeur de la rédaction : Olivier Turquin
- Responsable éditoriale : Cécile Ghiringhelli
- Rédacteur : Contrechamp
- Conception et réalisation : Incidences
- VIVEA, 81 boulevard Berthier, 75017 Paris.
Siren : 440.656.247.
Tél. : 01.56.33.29.00.
Fax : 01.56.33.29.19.
E-mail : redaction@vivea.fr
- Internet : www.vivea.fr

Jean-Baptiste Chémery et Valérie Binder ont conduit cette étude sur les besoins en formation des éleveurs de bovins. Ils reviennent ici sur quelques idées clefs, résultant de leurs travaux.

Quelle peut être aujourd'hui la place de la formation pour les éleveurs ?

Nous constatons que la formation est un moyen parmi d'autres pour permettre aux éleveurs de répondre aux questions qui se posent à eux. En ce sens, elle est étroitement liée aux autres moyens que leur environnement professionnel développe pour les accompagner, tels que l'information, le conseil ou les actions de développement. Mais elle a pour spécificité d'offrir aux éleveurs le moyen de prendre du recul par rapport à l'action proprement dite et au quotidien et de les aider à réaliser des choix raisonnés, face aux évolutions du contexte de leur activité.

Quelle est l'importance à accorder à l'analyse des besoins des éleveurs ?

L'environnement professionnel des éleveurs est aujourd'hui conscient de l'importance de cette analyse et s'interroge sur les méthodes à mobiliser pour y parvenir. C'est effectivement essentiel, mais cela ne doit pas occulter que les organismes concernés doivent aussi disposer de ressources pour répondre à ces besoins, c'est à dire de clefs de lecture, de références, d'orientations pour l'avenir. C'est de la confrontation des besoins et de ces ressources que l'on peut espérer conduire un réel travail de formation.

Faut-il abandonner les formations techniques et pratiques telles qu'elles existent aujourd'hui ?

Non, car elles permettent de mobiliser des éleveurs, qui sont soucieux en général d'un gain à court terme. En revanche, l'enjeu est de voir comment on peut, à partir de ces actions, ouvrir la formation sur une réflexion stratégique. Ainsi au-delà du traitement du thème de formation, il faut sans doute développer les capacités d'animation, de médiation, de traduction, pour favoriser les échanges et la réflexion collective et individuelle des éleveurs.

Il s'agit alors de développer des partenariats ?

Nous avons le sentiment que les partenaires des éleveurs détiennent tous une part de la réponse aux besoins des éleveurs. Certains sont proches des éleveurs, d'autres disposent de ressources en terme d'ingénierie de formation ou sur des contenus spécifiques. En dépassant certaines concurrences et en conjuguant ces atouts, on peut espérer faire un travail de construction et produire une offre pertinente. De même, par souci d'économie, développer les échanges entre dispensateurs de territoires différents permettrait de valoriser les idées porteuses et les bonnes pratiques de chacun et de gagner en efficacité.

Un appel à propositions national pour dégager de nouvelles pistes de formation

L'étude a permis de dégager des pistes de travail pour remédier aux carences actuelles en matière de formation et permettre de mieux répondre aux besoins des éleveurs de viande bovine. C'est sur cette base que VIVEA a rédigé le cahier des charges d'un appel à propositions à destination des organismes de formation. L'ambition est de les mobiliser et de les inciter à proposer des actions motivées par la construction et l'expérimentation de réponses formation adaptées aux éleveurs. A partir des préoccupations des éleveurs, VIVEA a dégagé trois thèmes de formation et des pistes méthodologiques.

Les thèmes choisis

La compréhension de la filière

L'objectif de ces actions sera de répondre aux besoins des éleveurs en matière de lisibilité des exigences et des pratiques de l'aval. Elles devront permettre une meilleure compréhension de l'organisation économique, réglementaire et commerciale de la filière.

Le sens des aides et leur gestion administrative

Les actions proposées devront favoriser une prise de distance par rapport aux aides et aux

contrôles qui en découlent. Il s'agira également de fournir aux éleveurs des moyens pour améliorer leur mode d'organisation et réduire le sentiment de contrainte, mis en avant par les éleveurs.

L'adaptation et l'évolution des systèmes d'exploitation

L'objectif sera ici de favoriser la réflexion des éleveurs sur les différentes évolutions possibles des systèmes d'élevage, voire l'évolution vers d'autres activités ou productions. Par la réflexion collective, il s'agira de permettre aux éleveurs de prendre du recul

par rapport à leur propre évolution et d'aborder avec eux l'organisation individuelle et collective en lien avec les différents systèmes de production.

La place des éleveurs dans la filière et la société

Cet objectif transversal vise à fournir aux éleveurs des clés pour se situer au sein de la filière et plus largement de la société.

Les pistes méthodologiques

Les actions proposées pourront être associées à des actions de formation, d'information, de conseil ou d'accompagnement existantes. Elles devront également associer, dans leur conception et dans leur déroulement, différents acteurs de la filière et partenaires, afin de mobiliser l'ensemble des compétences requises et de permettre aux participants de bénéficier de points de vue différents.

Les organismes candidats auront à préciser les moyens envisagés pour informer et mobiliser les éleveurs vers la formation proposée, en prenant en compte les contraintes et les disponibilités du public. Les propositions devront préciser la démarche et les outils envisagés pour répondre aux besoins et approches des éleveurs.

Enfin, les organismes s'engageront à évaluer l'impact de l'action sur le public et à participer au travail de capitalisation mis en place par VIVEA.

VIVEA apportera son concours financier et un accompagnement spécifique à la conception et la mise en oeuvre des projets retenus. Dans la mesure où il s'agit d'expérimentation, VIVEA organisera la capitalisation et la valorisation ultérieure des résultats, notamment à travers des rencontres organisées entre dispensateurs au niveau national. ■